

L'industrie française est-elle en train de devenir trop dépendante aux exportations ?



Dans une note publiée ce 14 décembre par l'INSEE, on peut observer que la part exportée de l'industrie française a atteint le seuil de 50% de la production, contre 22% au début des années 80.

Avec Jean-Marc
Siroën

Atlantico: Ne pourrait-on pas se féliciter d'un tel chiffre concernant la capacité exportatrice française ? Au regard de ces chiffres, comment comprendre les chiffres du commerce extérieur français ?

Jean-Marc Siroën : Les chiffres sont trompeurs car, dans le même temps, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie a chuté de moitié en passant de 21% à 11%. Comme la part exportée de la production des firmes a un peu plus que doublé en passant de 22% à 50%, l'industrie a pu conserver sa part dans les exportations de biens, qui se situe sur la période autour de 80%.

Ces évolutions en sens opposé sont dues à plusieurs facteurs. D'abord, des entreprises industrielles peu exportatrices et généralement peu compétitives, ont disparu. Les autres se sont davantage internationalisées en profitant de l'ouverture de nouveaux marchés, notamment dans les pays émergents.

Toutefois, il ne faut pas tirer des conclusions trop hâtives de cette internationalisation des firmes industrielles. Même si la part de l'industrie dans les exportations s'est maintenue, leur contenu en services a augmenté, du fait notamment, de leur externalisation car ce qui était autrefois assuré au sein de l'entreprise, l'est plus souvent à l'extérieur, en France ou à l'étranger (recherche-développement, maintenance, nettoyage, comptabilité, restauration, ...). Les exportations considérées comme industrielles dans les statistiques dissimulent ainsi des exportations de services, dénaturées par leur incorporation des produits manufacturés.

Par ailleurs, les entreprises industrielles se sont insérées dans des chaînes de valeurs mondiales. C'est particulièrement le cas de grands secteurs exportateurs français (aéronautique, automobile, produits pharmaceutiques). Nos exportations industrielles ont donc incorporé davantage de composants ou de biens intermédiaires importés. Dès lors, 100 euros de produits industriels exportés aujourd'hui n'ont pas les mêmes effets sur l'économie que 100 euros exportés dans les années 1980. Plus précisément, la production et les exportations ont moins créé de valeur en France et donc moins contribué à la croissance et à l'emploi. Ainsi, depuis 1990, quand l'économie dans son ensemble gagnait 15% d'emplois, l'industrie en perdait le tiers. De même, l'industrie qui affichait un solde commercial en quasi-équilibre au début des années 2000, a connu en 2017 un déficit qui s'est approché de 60 milliards.

Les exportations industrielles françaises sont passées de 40% de la production en 2009 à 50% en 2017.

N'est-ce pas également le signe d'une trop grande morosité de la demande intérieure française ? En quoi une plus forte demande française pourrait profiter au secteur industriel français ?

Cette évolution n'est pas récente et l'évolution entre 2009 et 2017 poursuit une tendance qui a commencé il y a maintenant une cinquantaine d'années et qui révèle un mouvement profond de spécialisation de notre industrie c'est-à-dire plus d'importations dans certains secteurs et davantage d'exportations dans d'autres. En effet, simultanément à l'augmentation de part des exportations dans la production, la part des importations industrielles dans la demande intérieure finale des firmes, des ménages ou des administrations, a suivi une tendance parallèle. Elle est de 35% aujourd'hui. La France a confirmé sa spécialisation dans des industries très exportatrices comme l'aéronautique, la pharmacie ou les parfums et cosmétiques au détriment d'autres secteurs plus traditionnels comme le textile, l'habillement et dans une moindre mesure, l'automobile. Or les premiers, les "vainqueurs" de la mondialisation, sont beaucoup moins sensibles à la demande intérieure que les seconds.

Dans l'histoire, la compétitivité des industries s'est souvent appuyée sur un marché intérieur vaste afin de bénéficier d'économies d'échelle et d'expérience. Dans un monde "globalisé" cette relation est moins évidente puisque les économies de dimension sont puisées sur un marché mondial rendu plus accessible. De fait, comme nous l'avons vu, la spécialisation française a plutôt privilégié les secteurs où la demande se trouvait davantage dans le Monde que dans le seul hexagone et une stimulation de la demande intérieure se porterait davantage sur les biens importés -vêtements, appareils électroniques, ...- ou les services que sur les produits de l'industrie française. Pour nos champions de l'aéronautique, des médicaments ou du luxe la France, même avec une demande plus dynamique, resterait un petit marché.

Ne pourrait-on pas voir un risque d'aller beaucoup plus loin, dans un contexte actuel de retour au protectionnisme, vers l'augmentation de la part exportée de notre industrie ?

En fait, 60% des exportations françaises de biens sont destinées à nos partenaires de l'Union européenne. Il conviendrait d'y ajouter les pays avec lesquels l'Union européenne est engagée dans des accords qui garantissent le libre-échange (Norvège, Suisse, Turquie, Corée, ...). La Chine et les Etats-Unis à eux deux ne représentent d'ailleurs "que" 11% de nos exportations. Le risque est d'autant plus contenu, que la tentation protectionniste, très localisée aux Etats-Unis, est loin d'être aujourd'hui partagée par le reste du Monde.

La spécialisation des économies en général, de l'industrie en particulier, exerce des effets contradictoires. Les exportations permettent de diversifier les marchés et donc d'atténuer le risque global : la diminution des exportations sur un marché en récession, peut ainsi être compensée par le dynamisme d'autres marchés. Le même raisonnement peut être conduit pour la spécialisation sectorielle, les industries pour lesquelles le pays détient un avantage comparatif. Ainsi, la spécialisation française dans l'aéronautique, qui a été globalement favorable à son économie (malgré son fort contenu en importations) nous expose néanmoins aux crises cycliques que le secteur a pu connaître. L'économie allemande, plus exposée sur la Chine que l'économie française dans ses secteurs clés (automobiles, machines-outils) a certes été portée par l'expansion de son client, mais en 2009, à la suite de la récession mondiale, la chute de la croissance a été deux fois plus forte dans ce pays qu'en France. De même l'Allemagne est davantage exposée aux menaces protectionnistes des Etats-Unis sur ses voitures haut de gamme que la France.

Un autre risque est celui du taux de change qui, d'ailleurs, ne concerne pas nos exportations vers la zone euro. La surévaluation de la monnaie pèse sur la compétitivité de l'industrie alors que la sous-évaluation la stimule. Les pays qui, comme l'Allemagne, exportent des biens hauts de gamme et peu sensibles aux prix sont pourtant moins sensibles au cours de la monnaie. On retrouve ainsi une des faiblesses bien connue de la spécialisation française par rapport à la spécialisation allemande. Elle serait trop fondée sur un moyen de gamme, trop sensible aux prix et aux taux de change et davantage exposée à la concurrence internationale.